

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte Ouvrière

Mensuel de Lutte Ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

*Les vrais
fraudeurs de la
Sécu*

Page 3

*À propos de la
mort du petit
Mathéo*

Page 5

*Fin des quotas
sucriers : les
industriels s'y
sont préparés*

Page 6

*Visite de Nathalie
Arthaud à la
Réunion*

Page 7

LOI TRAVAIL : SEULE LA MOBILISATION DES TRAVAILLEURS PEUT FAIRE RECULER LE GOUVERNEMENT !



ÉDITORIAL

Contre la loi El Khomry et la politique antiouvrière du gouvernement

Valls, craignant de ne pas avoir de majorité pour faire passer la loi El Khomry, a annoncé qu'il usera de l'article 49.3. Comme il l'a déjà fait pour la loi Macron, cela permettra à cette loi d'être adoptée sans vote du Parlement. Le gouvernement veut ainsi faire vite et passer en force. L'écrasante majorité du monde du travail est hostile à cette loi. Depuis plus de deux mois, des centaines de milliers de travailleurs ont fait grève et manifesté pour la dénoncer. Les jeunes, les salariés des petites comme des grandes entreprises, les salariés du public comme du privé l'ont dit et redit : ils ne veulent pas de cette démolition du code du travail.

Le débat parlementaire de toutes façons, n'aurait été qu'un faux-semblant. Mais le gouvernement s'est plaint des 5 000 amendements déposés. Il a dénoncé une obstruction des députés et il a le pouvoir d'imposer ce qu'il veut, y compris à la quarantaine de députés socialistes récalcitrants. Il ne s'agit pas d'arguments et de conviction, mais de pressions de l'appareil du PS et de chantage à l'investiture pour la députation de 2017, de façon à les dissuader de voter une motion de censure qui ferait tomber le gouvernement. La loi sera alors automatiquement adoptée. Elle est belle, leur démocratie ! On nous dit que le peuple a le pouvoir et qu'il l'exerce en élisant le président de la République et les députés. On voit ce qu'il en est avec des députés qui sont pieds et poings liés au système. On voit ce qu'il en est, avec Hollande qui a mené une politique contraire de celle promise.

Et les mêmes s'apprêtent à nous faire un cinéma identique en 2017 ! Faut-il rappeler que Hollande avait fait du « dialogue social » sa marque de fabrique ? Eh bien voilà sa conception du dialogue social : passer en force, imposer une loi honnie par la grande majorité des travailleurs qui sont les premiers concernés.

On a là un avant-goût du dialogue social que cette loi est censée instaurer. Cette loi donnera la possibilité au patronat, sous couvert d'accords d'entreprise, d'allonger le temps de travail, de réglementer l'organisation des temps de repos ou de baisser la majoration des heures supplémentaires.

Et le patronat n'aura pas besoin de vote, ni même de 49.3 : il lui suffira d'exercer son chantage à l'emploi et à la compétitivité. Il lui suffira d'exercer tout simplement le pouvoir qu'il a déjà sur les travailleurs.

Le patron du Medef continue à se plaindre que la première mouture de la loi le comblait davantage. Comme un enfant gâté, il pleurniche parce qu'il n'en a jamais assez. Il use de tous les moyens à sa disposition pour que le gouvernement obtempère à ses ordres.

Hollande et ses ministres nous répètent que « ça va mieux ». Mais ça va mieux pour qui ? La minorité capitaliste n'a jamais été à plaindre. Et si cela va encore mieux pour les marchands de canon et ces PDG qui se payent des rémunérations équivalentes à 200, 300 smic, cela empire pour le monde du travail.

Il faut que face au patronat les travailleurs fassent preuve de la même ténacité et qu'ils usent du seul moyen de pression qu'ils ont : la mobilisation collective. Les quelques reculs que le patronat déplore, par exemple sur le plafonnement des indemnités prud'homales ou sur les conditions de travail des apprentis, ont été obtenus grâce aux mobilisations. Depuis le 9 mars, des dizaines, des centaines de milliers de travailleurs, de jeunes et de moins jeunes ont exprimé leur colère et montré leur volonté de se battre contre cette loi au travers de manifestations, de rassemblements, de débrayages, de grèves qui ont touché tout le pays. Le 12 mai, le 17 mai, le 19 mai, de nouvelles manifestations sont prévues. Il faut y participer massivement afin de répondre à la provocation que constitue le passage en force du gouvernement, et le seul langage que comprend le pouvoir, c'est le rapport de force.

Les travailleurs ont toutes les raisons de refuser que le gouvernement leur impose des reculs et des sacrifices supplémentaires. La colère du monde ouvrier s'accumule depuis quatre ans. Il est plus que temps de l'exprimer. La loi El Khomry est la loi des patrons. Même adoptée, avec ou sans article 49.3, elle peut être défaite par les manifestations, par les grèves, par la mobilisation des travailleurs dans les entreprises et dans la rue.

Les vrais fraudeurs de la Sécu



Armand Apavou, capitaliste bien connu des Réunionnais a bâti sa fortune en particulier dans l'immobilier et l'hôtellerie. Mais pas que, puisqu'il est aujourd'hui à la tête de 64 sociétés.

Son magot accumulé en 2015 est estimé à 450 millions d'euros (138ème fortune de France).

Sa fortune, il la doit aux centaines de travailleurs qu'il a exploités sans retenue depuis des décennies en leur imposant des bas salaires, des contrats précaires et polyvalents, mais aussi aux loyers des locataires de ses

immeubles. Immeubles qu'il laisse se dégrader faute d'entretien : nids de poule sur les parkings, ascenseurs et automatismes d'ouverture de garage hors service, fuites d'eau non réparées dues aux défauts de construction, rendant la vie impossible aux occupants qui préfèrent parfois quitter leur logement, comme ce fut le cas aux Lataniers à la Possession.

Plein aux as, ce patron trouve encore le moyen de ne pas payer ses cotisations à la Sécurité sociale. L'organisme l'avait rappelé à l'ordre en 2015 en le convoquant devant un tribunal, qui lui avait accordé un délai d'un an pour régler ses dettes. Se gardant de le faire, Apavou se retrouve aujourd'hui avec un montant de six millions à payer. Qu'à cela ne tienne, le tribunal de Commerce de Saint-Denis lui a accordé un nouveau délai de six mois et a accepté de le placer en redressement judiciaire, ce qui pourrait lui permettre d'effacer un jour ses dettes colossales.

Si la Sécurité sociale s'y connaît pour contester des arrêts maladie ou des accidents de travail des salariés afin de grappiller quelques centaines d'euros sur le dos des travailleurs, elle se garde bien de mettre la pression sur les patrons qui lui doivent des millions. La loi est ainsi faite qu'elle protège les plus riches au détriment des plus pauvres.

LEUR SOCIÉTÉ

Cachez ces pauvres que je ne saurai voir...

Depuis 2000, la loi oblige chaque commune de plus de 3500 habitants à posséder 20% de logements sociaux sur son territoire. Ces logements sont vitaux pour les travailleurs à la retraite, au chômage ou pour ceux qui vivent avec des bas salaires.

Alors que la majorité de la population à la Réunion a des revenus inférieurs au seuil de pauvreté, plusieurs

maires refusent de respecter la loi. Ainsi, le maire des Avirons, Michel Dennemont, a déclaré sur radio Réunion Première qu'il ne respectera pas la loi et qu'il préfère que sa commune soit condamnée à payer une pénalité.

Une attitude anti-pauvre inacceptable !

Oui, la lutte de classes est une réalité

La presse bourgeoise, presque navrée, vient de publier un sondage qui constate que 70% des français pensent que la lutte de classes est une réalité. Comment pourrait-il en être autrement quand l'existence des classes sociales n'est pas contestable, quand des milliards d'êtres humains sont victimes de l'exploitation, des guerres, de la sous-alimentation et du chômage, quand les classes sociales dominantes

responsables de cette misère se repaissent dans le luxe ?

Les classes dominantes, celles qui vivent du travail des autres, ont toujours cherché à justifier leur domination comme étant un bien pour l'humanité. Propriétaires d'esclaves, nobles, dans le passé, et capitalistes aujourd'hui ont imposés et imposent encore l'idée que leurs régimes est quasi éternels et que tout changement serait catastrophique. De telles

idées sont en permanence distillées dans l'espoir que les classes sociales dominées acceptent leur sort.

Mais rien n'a pu empêcher que les esclavagistes et les nobles soient renversés et que leur domination

prenne fin. Rien n'empêchera non plus la classe ouvrière de mettre un terme à la domination capitaliste sur l'ensemble de la planète !

Loi travail : seule la mobilisation des travailleurs peut faire reculer le gouvernement !



Après les manifestations réussies du 31 mars à Saint-Denis et Saint-Pierre qui ont rassemblé plusieurs milliers de travailleurs et de jeunes dans les rues, les mobilisations contre la loi Travail des 28 avril et 1er mai ont regroupé moins de manifestants. Ces derniers ont eu de toute façon raison de vouloir maintenir la pression et de montrer qu'il y a toujours des travailleurs et des jeunes décidés à se battre pour le retrait de ce projet de loi.

Les travailleurs de la Réunion, en particulier ceux des petites entreprises, mais aussi de nombreux salariés des grandes sociétés publiques et privées, subissent déjà la précarité, les bas salaires et les pressions de

leurs employeurs qui ne se privent pas de les menacer de licenciement, les mettant ainsi en concurrence avec les chômeurs. Avec la loi Travail, cette situation ne pourra qu'empirer. Ce que les patrons font actuellement en toute illégalité (dépassement d'horaires, non-paiement des heures supplémentaires, non-reconnaissance du travail fourni, des qualifications, etc.), ils le feront demain en toute légalité grâce à la loi Travail que le gouvernement socialiste s'apprête à faire voter.

Avec la nouvelle loi, les patrons pourront imposer aux travailleurs des salaires inférieurs à ceux stipulés par le Code du travail et les conventions collectives, augmenter certains horaires jusqu'à 60 heures hebdomadaires. Et à ceux qui refusent, ce sera le licenciement avec des indemnités plafonnées.

Les travailleurs et la jeunesse de la Réunion ont donc tout intérêt à suivre de près ce qui se concocte contre eux. C'est leur avenir qui est en jeu ; un avenir qui ne doit pas se régler au sein de l'Assemblée nationale qui compte peu de députés favorables aux travailleurs. Seule une mobilisation encore plus large et plus résolue des travailleurs pourra faire reculer le gouvernement. C'est à cela qu'il faut continuer à s'atteler.

Ils n'ont d'yeux que pour les patrons !

Quelques jours avant le début du débat à l'Assemblée nationale sur la loi Travail, Monique Orphé députée PS de la Réunion, a déclaré qu'elle proposerait « avec le soutien du gouvernement que nous revenions sur la loi Perben qui est un échec depuis vingt ans et paralyse le dialogue social ». Elle a dit par ailleurs avoir déposé plusieurs amendements destinés à permettre l'application des conventions collectives à la Réunion.

On se demande de quel dialogue social elle veut parler. Fait-elle allusion aux relations entre grévistes du bâtiment et patrons de la FRBTP lors du dernier conflit d'avril ? Ou bien veut-elle parler de celles qui prévalent dans l'auto-moto ou le transport de

personnes, là où les patrons refusent obstinément d'appliquer les conventions collectives nationales ?

Et quelle crédibilité donner à la parole des élus du Parti socialiste qui ont dirigé le pays pendant quatre ans ? Ils disposaient du pouvoir d'appliquer les lois sociales prévalant en France à la Réunion, alors pourquoi ne l'ont-ils pas fait ? Tout simplement parce que leur politique a consisté à satisfaire les patrons.

L'amendement de Monique Orphé, s'il est retenu, ne bénéficiera pas aux travailleurs de la Réunion car, comme elle l'a elle-même précisé, l'application des conventions collectives dans l'île ne se fera qu'à l'issue de négociations entre syndicats ouvriers et patronaux qui pourraient durer trois ans... Comme le PS est discrédité et a peu de chance de rester aux affaires, sa

promesse ne sera pas tenue de sitôt, en tout cas pas par la droite si celle-ci revient aux affaires !

Enfin l'inversion de la hiérarchie des normes contenue dans la loi Travail que le gouvernement va faire voter ou faire passer avec l'aide de l'article 49-3 de la Constitution, permettra aux employeurs de s'exonérer d'appliquer les conventions collectives.

La Région et les largesses aux patrons

La Région Réunion dirigée par la droite, gère un budget de plus d'un milliard d'euros dont la moitié part en subventions, aides et commandes au patronat. Jusqu'à présent les sommes attribuées par l'organisme devaient auparavant être discutées en commission permanente. Mais vendredi 29 avril la majorité de

Autant dire que les déclarations des députés socialistes réunionnais ne sont faites que pour enfumer les travailleurs. Les députés socialistes réunionnais ont tous déclarés qu'ils voteraient le texte proposé par El Khomri, Valls et Hollande, qui est une attaque en règle contre les salariés. Ils en porteront donc l'entière responsabilité quelles que soient leurs gesticulations de dernière minute.

droite a voté une résolution permettant au président de la Région d'attribuer comme bon lui semble des aides aux entreprises d'un montant maximum de 23 000 euros, sans discussion préalable.

Le secret des affaires auquel tiennent tant les patrons est bien respecté par la Région.

Bello et le PS : des discours qui se ressemblent

Que fera la députée PLR Huguette Bello lors du vote sur la loi Travail ? On peut se poser la question quand on l'entend déclarer qu'il faut "rendre indispensable l'adoption de normes juridiques renouvelées et modernisées qui prennent en compte à la fois les évolutions du travail sous toutes ses formes et les nouvelles attentes et contraintes des entreprises". Et pour ne pas être en reste dans son soutien au gouvernement, Bello accepte les propositions du socialiste Badinter qui veut réduire le Code du travail à

sa plus simple expression, comme le demande le patronat.

Elle prétend, dit-elle, être la "recherche d'un équilibre". Un équilibre entre patrons et travailleurs ? Mais d'où tient-elle qu'un tel équilibre peut exister ? Ce sont les patrons qui imposent leurs volontés aux travailleurs. Voilà la vérité que Bello, ses consœurs et ses confrères ne veulent pas voir.

Le discours de Bello s'apparente à celui du PS. Pas étonnant qu'ils se soient retrouvés sur une même liste aux dernières élections régionales.

À propos de la mort du petit Mathéo

Un homme de 40 ans vient d'être condamné à la prison à perpétuité pour avoir torturé et tué en 2013 le petit Mathéo, l'enfant de quatre ans de son ex-compagne. Ce crime abominable a provoqué des sentiments d'horreur, de sidération et d'incompréhension. Il a aussi suscité de nombreuses interrogations. Comment des actes aussi effroyables sont-ils possibles ? Peut-on les prévenir, les empêcher ? À toutes ces questions il n'y a pas de réponses définitives tant cette barbarie défie l'entendement d'un être normalement constitué. Mais parmi toutes les interrogations qui se sont posées, il en est une qui mérite que l'on s'y arrête : la société protège-t-elle suffisamment les enfants ?

Si la maltraitance des enfants touche tous les milieux sociaux, il faut constater que les structures mises en place pour leur porter assistance sont notoirement insuffisantes. Les rapports parlementaires ou autres se succèdent pour constater cette carence.

Dans l'un d'eux on peut lire qu'en 2014 « Les services de PMI peinent à remplir le rôle que leur attribue la loi en matière de protection de l'enfance. La PMI est en effet très affaiblie par un manque patent de ressources humaines (médecins, puéricultrices, sages-femmes) et de moyens financiers... Malheureusement, ce constat est loin d'être nouveau. »

Quant aux autres acteurs de proximité que sont les travailleurs sociaux, ils dénoncent aussi l'alourdissement des tâches et, en général, le manque de moyens dont ils disposent dans le contexte d'urgence sociale dans lequel ils doivent travailler.

Notre société, ou plus précisément ceux qui la dirigent, affichent leur volonté de protection, en font même un argument électoral. Mais dans un monde foncièrement inégalitaire, le droit à la protection l'est tout autant. Ce qui est protégé, c'est d'abord la propriété, tous ses attributs et ceux qui en bénéficient. Les autres, y compris les enfants n'ont droit qu'à une

moindre attention. Cela se constate dans tous les domaines. Ainsi, le Code civil, dont l'immense majorité des articles sont là pour protéger le droit à la propriété compte quatre mille pages, bien plus que le Code du travail qui offre un minimum de garanties aux salariés. Mais c'est le Code du travail que l'on veut aujourd'hui amoindrir et déchirer.

La barbarie qui a frappé Mathéo ne pourra sans doute jamais être rendue impossible. Ce qui pourrait être mieux maîtrisé en revanche, ce sont les voies conduisant à l'individualisme, au chacun pour soi, à l'insécurité, au délitement des rapports sociaux et des

liens humains, les terrains sur lesquels se développent toutes les formes de délinquance et de violence. Mais pour cela, encore faut-il que les ressources de l'Humanité soient préalablement et entièrement mises au service de tous. Que l'égalité, la fraternité, le respect, deviennent les normes régissant l'ensemble des rapports humains.

Et à ce moment-là, devant de tels drames, plus rares et plus exceptionnels qu'ils ne le sont aujourd'hui, il y aura moins souvent à dire : « Qui a été là pour le protéger ? Personne...même pas la société ».

Fin des quotas sucriers en 2017 : les industriels s'y sont préparés



Les récentes élections de la Commission mixte d'usine (CMU), ont été l'occasion pour les deux principaux syndicats d'agriculteurs (CGPER et FDSEA) de poser à nouveau leurs revendications pour la revalorisation des revenus des planteurs de canne. Ils réclament l'augmentation du prix de la tonne de canne payé par l'usiner et bloqué à 39,09 euros depuis des années, la révision de « l'écart technique », ce coefficient minorateur appliqué sur la richesse en sucre par l'usiner qui estime subir une perte due aux temps de stockage des cannes sur les plateformes avant qu'elles soient acheminées vers les usines, ainsi que le reversement d'une partie de la plus-value faite par l'industriel

sur les « co-produits » de la canne, en particulier l'alcool. Ces revendications des planteurs sont reprises par le PCR qui en profite pour relancer le débat sur le devenir de la filière canne à la Réunion.

À la veille de la fin des quotas sucriers et des prix garantis en Europe, le PCR s'interroge sur le quasi mutisme des politiciens locaux et des représentants des planteurs eux-mêmes. Il s'inquiète également de la possible disparition de la canne qui « aura des conséquences graves », en particulier pour les 18 500 salariés travaillant dans la filière canne-sucre.

Le Parti communiste tire la sirène d'alarme et réclame de l'État la constitution d'un

organisme « permanent pour la sauvegarde de la filière canne-sucre composé de représentants de l'État, de la Région, du Département, de l'Association des maires, des planteurs, des industriels, des ouvriers d'usine et des transporteurs ». Cet organisme aurait pour but de trouver des solutions pour le maintien de la culture de la canne à la Réunion à l'instar, dit le PCR, de la betterave en France.

Proposer que des représentants des patrons, de l'État et des travailleurs se mettent autour d'une table pour discuter de leur prétendu intérêt commun, revient à demander aux travailleurs et aux petits planteurs de soutenir les usiniers pour espérer maintenir leurs emplois et leurs revenus. Si cela était, ce serait une façon de présenter Tereos comme une victime de la politique imposée d'en haut par l'Europe. Ce qui est totalement faux.

Cette réforme des quotas qui entrera en vigueur en 2017 est, comme d'autres réformes avant elle, une tentative de réglementer la concurrence que les multinationales du sucre se livrent et où chacune cherche à supplanter l'autre. Cette fin des quotas sucriers, loin d'inquiéter ces plus gros groupes capitalistes, pourrait être en fait pour certains d'entre eux une véritable aubaine.

Depuis quelques années déjà, les groupes comme Tereos ou ses concurrents européens Cristal Union et Südzucker, se sont préparés à cette échéance en réorganisant leurs productions de sucre et/ou en diversifiant leurs activités (par la production du bioéthanol, de l'amidon, etc.). Ils se sont rachetés ou ont fusionné pour s'adapter à des marchés qu'eux-mêmes créent et façonnent selon leurs intérêts respectifs.

Avec la fin des quotas en 2017 les industriels projettent une augmentation de leur production en France, entre 10 et 20 % supplémentaires. Quant à la soi-disant menace de la concurrence des pays dits à bas coûts de main-

d'œuvre, les capitalistes européens s'amuse à se faire peur. La plupart se sont d'ailleurs implantés sur d'autres continents : Afrique, Amérique du Sud et Asie pour Tereos, si bien que ces grands groupes ont bien plus de raisons de tirer profit de la fin des quotas que de la craindre.

Pour autant, cette perspective qui peut être heureuse pour le groupe Tereos ne l'empêche pas de pousser des cris d'orfraie en appelant l'État français à la rescousse, autrement dit en quémandant des millions pour un prétendu manque à gagner après 2017. Son appel a été reçu cinq sur cinq par Hollande qui, pour Tereos

Réunion, a promis 38 millions d'euros d'aides supplémentaires.

Nul doute que Tereos passera ce cap de 2017, il s'y est d'ailleurs préparé. En revanche les petits planteurs et les travailleurs du monde agricole et des usines sucrières peuvent voir des raisons de s'inquiéter. Mais leur avenir n'est pas dans le sillage de Tereos, comme on veut le leur faire croire. Et si rencontres et réunions il doit y avoir c'est entre les travailleurs et les petits planteurs qu'elles doivent se tenir pour trouver les voies et les moyens d'imposer à l'usiner leur droit à l'emploi et le maintien de leurs salaires et revenus.

Mayotte : des lits et des sages-femmes, pas des matraques !



À Mayotte, le personnel du pôle gynécologie obstétrique a déposé un préavis de grève pour le lundi 9 mai. En effet le nombre des naissances ne cesse d'augmenter (9200 en 2015 contre 7300 en 2014) alors que les effectifs restent les mêmes. Les agents n'arrivent plus à faire face à ce surcroît de travail. Il manque non seulement du personnel dans les services, mais aussi des lits, si bien que les patientes sont installées sur des brancards dans les couloirs des hôpitaux.

Lors de la dernière grève d'avril, les travailleurs mahorais revendiquaient justement les mêmes droits qu'en métropole, mais aussi des moyens supplémentaires pour les services publics (éducation nationale, santé, etc.). Le gouvernement a répondu que, concernant les questions sociales, l'égalité avec la France ne serait pas réalisée avant plusieurs années.

Mais face à la colère des travailleurs, il a de suite dépêché plusieurs dizaines de CRS de la Réunion pour rétablir son ordre ».

De l'argent il y en a pour la répression, pas pour satisfaire des besoins élémentaires de la population mahoraise.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE :

MARCHÉ DE SAINT BENOÎT
SAMEDI 21 MAI de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT PIERRE
SAMEDI 11 JUIN de 9H00 à 10H30

MARCHÉ DE SAINT ANDRÉ
VENDREDI 17 JUIN de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 19 JUIN de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT BENOÎT
SAMEDI 25 JUIN de 8H30 à 10H00

Pour nous contacter :
Ecrire à BP 184 97470 SAINT BENOÎT
e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org

Visite de Nathalie Arthaud à la Réunion



Nathalie Arthaud la porte-parole nationale de Lutte Ouvrière est venue dans l'île pendant 14 jours, du 19 avril au 1^{er} mai.

Nathalie Arthaud est venue *« non pas en touriste, mais en tant que militante [...] défendre les idées communistes révolutionnaires [...] auprès des travailleurs de La Réunion. »*

Aux travailleurs, aux chômeurs, aux jeunes, aux retraités, militants ou non, elle a rappelé que *« la condition de la classe ouvrière n'est pas différente de celle de la France, si ce n'est en pire »* ; ce sont fondamentalement les mêmes problèmes, les mêmes revendications, les mêmes objectifs urgents, et le même combat qu'il y a à mener ici et en métropole. Le combat contre la rapacité patronale et contre la politique antiouvrière du gouvernement.

Après donné une conférence de presse le 20 avril à Saint Benoît elle a participé à manifestation contre la loi Travail dans la matinée du 28 avril à Saint Pierre. Le soir, au meeting à la salle Candin à Saint Denis, lors de son allocution, elle a expliqué aux travailleurs présents que le *« fond du problème est la politique et la vie des travailleurs changeront s'ils se lèvent à nouveau pour leurs intérêts, s'ils se battent contre toutes les attaques du gouvernement, si le rapport de force entre les exploités et le patronat change. Il n'y a jamais eu et il n'y aura pas de sauveur suprême pour les travailleurs. Tout ce qu'ils ont obtenu dans le passé, ils l'ont arraché par leurs luttes et il en sera de même à l'avenir. »*

« Ce qui manque aujourd'hui, c'est la confiance en nos forces et dans notre capacité à réagir collectivement. Eh bien il faut faire en sorte que les travailleurs reprennent conscience qu'ils ont, collectivement, la capacité de peser sur le cours des choses. »

Notre camarade, a rappelé la politique passée et présente du PS avec *« Mitterrand en 1981 qui avait expliqué pendant sa campagne qu'être socialiste signifiait la rupture avec le capitalisme et qui a fini par instaurer la rigueur contre les travailleurs et par encenser la Bourse », puis « Jospin et ses fameuses "ouverture de capital" qui n'étaient rien d'autre que des privatisations et que des ministres communistes ont ordonnées »* et maintenant, Hollande *« l'ennemi autoproclamé de la finance qui a mis en selle Macron, un ancien de la banque Rothschild et qui a fait plus pour la bourgeoisie que Sarkozy lui-même. »* et les responsabilités du PCF et du PCR qui ont *« abandonné les références aux idées de lutte de classe, remplaçant par ex le mot travailleur par le mot citoyen, la classe ouvrière par le mot peuple... le mot mouvement ouvrier par le mot de "gauche". »*. La direction du PCR, a-t-elle expliqué, a finalement joué le même rôle : celui de mettre la capacité de révolte des exploités au service d'une politique pour le patronat de la Réunion. »

Nathalie Arthaud qui sera candidate à la prochaine élection présidentielle, a précisé que Lutte ouvrière ne participera *« à aucune de ces tentatives qui consistent à ressusciter une gauche gouvernementale. »*. Notre camarade fera entendre le camp des travailleurs en 2017 *« pour dire justement que les véritables frontières politiques ne passent pas entre la droite et la gauche. Elles sont déterminées par les intérêts de classe. Par les intérêts des travailleurs, des exploités d'un côté, et de l'autre par les intérêts du grand patronat, de cette poignée de capitalistes qui décident seuls de toute l'économie et qui traitent les travailleurs comme des pions. »*

Nathalie Arthaud a réaffirmé les convictions communistes de Lutte Ouvrière qui milite contre l'organisation capitaliste de l'économie : *« Nous ne sommes pas condamnés à cette dictature d'une poignée de grands actionnaires ! Ils sont à la tête d'un système aussi injuste qu'irrationnel. »*

« La seule force sociale capable de transformer la société dans ce sens, ce sont les travailleurs. Même si aujourd'hui ils sont abattus, divisés et passifs, nous sommes convaincus qu'ils reprendront le combat parce qu'ils n'auront pas le choix. Parce que ni le patronat ni le gouvernement ne leur fera de cadeaux. »

Alors engageons-nous dans ce combat en restant convaincus que tôt ou tard, les travailleurs chercheront le chemin pour un avenir meilleur. Il faut qu'ils puissent trouver celui même vers le communisme. »